

Burundi : pour l'opposition "la situation a déjà dépassé les limites du tolérable"

@rib News, 19/04/2011 Mot liminaire de la conférence de presse tenue par la coalition ADC-IKIBIRI en date du mardi 19 avril 2011 à Bujumbura. Thème central : Insécurité et violations des droits de l'homme au Burundi. Mesdames Messieurs les journalistes, Mesdames Messieurs, La mise en place des Institutions issues du processus électoral fortement biaisé dès le départ, marqué par de fraudes massives, s'en est suivi d'une situation sociopolitique très grave, caractérisée notamment par un renforcement des pratiques de mauvaise gouvernance démocratique, un renforcement des pratiques de corruption, d'exclusion, d'insécurité et de violations graves des droits de l'homme.

L'Alliance Démocratique pour le Changement ADC-IKIBIRI dénonce une fois de plus les faits graves des tueries et assassinats caractérisés par des actes de violence et d'autres violations des droits de l'homme qui visent en grande partie les membres des partis de l'opposition. Conscient du fait que le pouvoir a été largement contesté par une grande partie de la population, il a opté pour un système répressif afin de faire disparaître les militants des partis de l'opposition et leurs leaders. Le flou politique qui s'étend sur le pays engendre une détérioration de la situation sécuritaire à grande échelle. Partout dans le pays, des groupes de tueurs constitués essentiellement des jeunes du parti présidentiel «Imbonerakure» et des éléments de la police présidentielle «Service National de Renseignement» opèrent avec la complicité de certains éléments de la police commettent beaucoup d'actes criminels qui emportent régulièrement beaucoup de vies humaines. Le Pouvoir en place issu des élections frauduleuses a par l'intermédiaire des services de police et de l'appareil judiciaire multiplié les actes de harcèlements, de menaces graves, sur les leaders et les militants des Partis de l'opposition. Que nombreux militants de l'opposition ou leurs dirigeants soient régulièrement les cibles de menaces de mort ou de harcèlements par des agents agissant pour le compte du pouvoir en place, particulièrement des agents du Service national de renseignement ou des milices «Imbonerakure» du Parti au pouvoir, cela est devenu une routine. Il leur est régulièrement demandé de quitter l'opposition, faute de quoi ils subiront les pires malheurs, y compris la mort. La peine de mort pourtant abolie dans le code pénal de la République du Burundi est aujourd'hui appliquée sans aucune forme de procès. Le Pouvoir en place issu des élections frauduleuses a, par l'intermédiaire des services de police et des services de renseignements, ou carrément par l'intermédiaire de tueurs à gage, multiplié les actions d'assassinats politiques et d'exécutions extrajudiciaires. Beaucoup de militants des Partis de l'opposition ont été retrouvés tués, jetés dans les rivières ou enterrés dans la sauvette, alors qu'ils étaient dans la police. Malgré le flagrant délit, la police a souvent nié les faits, et indiqué qu'elle ne connaissait pas les auteurs de ces assassinats, et attribue toutes ces morts à ceux qu'elle appelle les bandits armés. Nous citons parmi beaucoup de cas, celui de la colline Rweza en commune Kanyosha où trois personnes ont été sauvagement assassinées par les éléments de la police et du Service National de Renseignement. Les tueurs à gage sans être inquiétés poursuivent les victimes même dans les hôpitaux. Monsieur HABARUGIRA Vianney a été fusillé en pleine journée à Kamenge en Mairie de Bujumbura. Heureusement qu'il n'est pas mort sur le champ même si ses bourreaux croyaient avoir achevé. À un moment macabre, ils viennent de commettre l'inconcevable en le poursuivant à l'hôpital Roi Khaled pour l'assassiner. En date du 4 avril 2011 à 13h00 des gens en tenue civile armés de fusils ont pénétré à l'hôpital et se sont dirigés dans la cour pour la poursuite de Vianney HABARUGIRA où il se trouvait. Le personnel de l'hôpital a crié au secours, mais les bourreaux n'ont pas pu l'achever. Feu Félicien et Feu Prosper ont été assassinés et leurs cadavres ont été jetés dans le marché appelé communément chez «Siyoni». Des éléments de la police sont pointés du doigt dans cet assassinat. Les membres de la famille de feu Félicien et les gens qui ont participé à son enterrement en commune Mpanda ont subi des menaces de la part des jeunes du parti au pouvoir «Imbonerakure» pour avoir enterré un soit disant voleur, pour signifier cyniquement un militant de l'opposition. Les tueries commises par certains membres des services de l'Etat ont suffi à protéger la population à suffisance que la situation des droits de l'homme au BURUNDI est plus que préoccupante et devait attirer l'attention particulière de l'opinion nationale et internationale. Actuellement, la situation est inacceptable : des dizaines de corps des membres du parti de l'opposition flottent dans la rivière RUVUBU et plus d'une vingtaine de personnes ont été tuées uniquement pendant la semaine du 10 au 17 avril 2011 par des gens issus des services de l'Etat équipés par l'argent du contribuable. Les exactions commises à travers le pays spécialement dans les communes de KANYOSHA, ISALE, KABEZI de la province de BUJUMBURA et celles perpétrées dans les Communes de KAMENGE et KANYOSHA en Mairie de BUJUMBURA sans que les hauts responsables n'en disent un mot montrent à suffisance que la situation des droits de l'homme a déjà dépassé les limites du tolérable. Comme ces crimes sont trop, actuellement certains responsables des partis satellites du parti au pouvoir, qui se font avocat du diable, clament haut et fort que ce ne sont pas les membres des partis politiques de l'opposition qui meurent comme si c'était normal tuer tout le monde sauf les militants des partis politiques greffés au CNDD-FDD. Toutes les personnes tuées sont cyniquement baptisées par le régime de Bujumbura «voleurs, affamés, etc.». L'ADC-IKIBIRI ne pense pas que ces choses puissent cesser surtout que même concernant les dossiers antérieurs, le Gouvernement reste inerte et muet au lieu de stopper ces crimes sans noms. Face à cette inertie l'ADC-IKIBIRI risque de croire que c'est le régime en place qui couvre ces malfaiteurs comme ceux qui ont commandité et assassiné Ernest Manirumva, ancien Vice-Président de l'OLUCOME qui jusqu'à aujourd'hui restent impunis, puisque manifestement le pouvoir en place ne veut pas les retourner pour les punir. Cela se justifie par le fait que même une marche manifestation pour réclamer la justice pour MANIRUMVA organisée par la société civile a été violemment empêchée par le régime de Bujumbura en violation de la Constitution. Après la description de cette situation qui est plus qu'inquiétante, la Coalition ADC-IKIBIRI demande au Président du régime en place et à la Communauté Internationale ce qui suit : 1° Le Président du régime en place, que soit la faison dont il a été élu, se doit de comprendre qu'il a le devoir sacré d'incarner l'Unité Nationale et de garantir la sécurité pour tous les citoyens y compris ceux qui ne l'ont pas élu et de rompre son silence sur les tueries caractérisées par des actes de violence à l'endroit des militants des partis de l'opposition et plus particulièrement les membres du parti FNL de RWASA Agathon. 2° L'ADC-IKIBIRI demande également au Président du régime en place

limoger immédiatement et punir sévèrement bien de hauts responsables de l'Etat, des services de police et de sécurité qui se rendent coupables des différentes graves violations des droits de l'homme connues ces derniers jours au Burundi. 3° L'ADC-IKIBIRI demande aussi au Président du Régime en place d'organiser une large consultation avec les organisations politiques et sociales en vue de préparer un dialogue franc et sincère entre le pouvoir en place et ces organisations politiques et sociales en général, et en particulier avec l'opposition politique constituée par l'ADC- La communauté internationale qui est aussi garante du processus de paix au Burundi doit changer son comportement complice au Gouvernement du Burundi face aux tueries à caractère génocidaire à l'endroit des militants des partis de l'opposition et plus particulièrement les membres du parti FNL de RWASA Agathon. 5° Comme les services concernés se sont montrés incapables d'arrêter les massacres qui ont déjà pris une allure génocidaire, l'ADC-IKIBIRI demande la communauté internationale de mettre sur pied une commission internationale indépendante pour identifier les planificateurs des crimes d'assassinat politique, de tueries de toute sorte et d'assassinat des défenseurs des droits de l'homme comme Ernest Manirumva, qui ont eu lieu ces derniers jours avant, pendant et après les élections. 6° L'ADC- IKIBIRI demande à la communauté internationale d'exiger que le pouvoir en place initie dans l'immédiat un dialogue entre lui et les Partis de l'opposition, sous l'observation directe de la Communauté internationale et les organisations sociétales civiles. Fait à Bujumbura le 19 avril 2011